



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

ASSEMBLEE PLENIERE DU 19 DECEMBRE 2019

OCCITANIE 2040 : UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE JUSTICE SOCIALE

RAPPORT DE LA PRESIDENTE :

Mesdames, Messieurs,

Quelle Occitanie voulons-nous à l'horizon 2040 ? Quel avenir voulons-nous proposer à ses habitant.e.s d'aujourd'hui, à celles et ceux qui nous rejoindront, aux enfants qui naissent aujourd'hui et qui commenceront leur vie d'adulte dans les années 40 ? Quelles réponses avons-nous à leur proposer en matière de justice sociale et face à l'urgence climatique ? Comment entendons-nous relever les défis auxquels notre région est confrontée ? Le défi du maintien, du renforcement du lien social ; le défi de la préservation de l'environnement ; le défi de l'attractivité, pour accueillir bien et durablement ; le défi des coopérations pour garantir l'égalité des territoires ; le défi du rayonnement régional au service de tous...

L'exercice est complexe. Notre société est en perpétuelle mutation, en quête de sens et de repères politiques, dans une mondialisation pourvoyeuse d'inégalités. Notre responsabilité d'élu.e.s est bien de proposer à nos concitoyen.ne.s **un récit d'engagement positif et collectif**. Un projet porteur d'un avenir possible, souhaitable, mobilisateur. C'est un effort de visibilité, de perspective que nous devons à nos concitoyen.ne.s d'Occitanie. En adoptant cette feuille de route, **nous réaffirmons les valeurs communes qui animent nos actions** depuis bientôt quatre ans : la volonté de bâtir un monde plus juste, plus respectueux de l'environnement, l'engagement de reconstruire la confiance – en nous-mêmes, en notre avenir –, la recherche de la proximité dans l'action, le choix du faire-ensemble pour le vivre-ensemble.

I. UN PROJET COLLECTIF, POSITIF ET JUSTE

a) Un projet collectif

Notre feuille de route s'appuie sur une conviction profonde : **cet avenir, nous ne pouvons le construire qu'avec la participation de toutes et de tous**, comme nous l'avons déjà fait pour le nom de la région, les Etats généraux du rail et de l'intermodalité, le Pacte Alimentation ou encore le Lycée de demain.

En 2019, nous sommes une nouvelle fois allés à la rencontre des habitant.e.s de l'Occitanie, sur leur lieu de vie, pour les écouter : c'était l'objet de « la Région est à vous ». Nous avons auparavant, au travers de la concertation liée directement au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, rencontré toutes



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

celles et tous ceux qui font au quotidien la région Occitanie, dans tous les secteurs d'activité, dans tous les bassins de vie. Nous avons travaillé sur leurs projets, nous les avons associés à nos travaux. Nous avons aussi été à l'écoute et dans le dialogue avec les associations, les syndicats professionnels et de salarié.e.s, les entreprises, les collectivités, toutes ces structures indispensables à la vie démocratique et sociale, qui en font la richesse, la cohérence.

La matière, très riche, que nous avons récoltée à travers toutes ces journées de dialogue, sur le terrain, nous l'avons confrontée avec notre projet, avec le mandat que nous avons reçu il y a bientôt quatre ans. Car notre méthode se fonde également sur le respect. Le respect des engagements pris, le respect de nos concitoyen.ne.s dans toutes leurs diversités.

Il ne s'agit pas de dialoguer pour dialoguer. Ces rencontres, ce travail ont un double objectif : déboucher sur une feuille de route, faite de **décisions concrètes et opérationnelles** pour changer les choses ; rassembler autour d'un projet politique fort au bénéfice de la région tout entière.

b) Un projet positif

Construite ensemble, cette réflexion a été menée avec **une seconde conviction forte : nous croyons dans l'action politique** et dans la devise de la République française : Liberté, Égalité, Fraternité. Nous y mettons toute notre énergie, notre engagement.

L'Occitanie est depuis toujours une terre d'accueil et d'asile et elle doit le rester.

Nous ne sommes pas de celles et ceux qui s'en remettent à une vision technocratique de la gestion de la société. Nous ne nous laissons pas endormir par les discours sur d'hypothétiques progrès futurs qui nous dispenseraient d'agir aujourd'hui car nous sommes de ceux qui pensent que la construction de l'avenir dépend des combats du présent. Nous refusons tout autant d'écouter celles et ceux qui répètent à longueur de journée qu'on ne peut rien changer, parce que le statu quo défend leurs intérêts, à très courte vue. Comme ceux qui se complaisent dans le « c'était mieux avant ». Il n'y a pas de fatalité.

Au quotidien, nous démontrons au contraire notre conviction que la volonté, l'écoute, la confiance, l'engagement, la combativité, sont des leviers puissants. **A l'échelle de ce que nous sommes, la région Occitanie, nous pouvons, nous devons agir.** Nous pensons que si on sait pourquoi on agit, si on est au clair sur ce que l'on veut faire, alors une collectivité comme la Région est utile et efficace.

Cette conviction nous conduit à refuser avec force les discours passésistes, catastrophistes, réactionnaires, qui font le lit des extrémistes et de la violence qui les accompagne. Notre responsabilité d'élu.e.s, c'est d'engager toute notre volonté pour proposer un chemin de progrès : définir ensemble un avenir souhaitable et nous engager collectivement dans toutes les étapes nécessaires pour le construire. Nous devons à nos concitoyen.ne.s d'être lucides sur les difficultés, les obstacles et les risques. C'est ainsi que nous ferons émerger ensemble **la perspective d'un avenir meilleur grâce à une action publique** volontaire, résolue, efficace.

c) Un projet juste

Nous faisons vivre en permanence notre conviction, celle qui nous rassemble dans notre diversité : le projet régional doit être porteur de justice sociale et écologique. Ce n'est pas sur les plus faibles, les plus fragiles, celles et ceux qui subissent au quotidien de fortes



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

contraintes, que doit peser un effort supplémentaire, même lorsque l'objectif est incontestable, incontournable. C'est pourquoi nous restons engagés et déterminés dans le maintien des services publics aujourd'hui mis à mal, qui sont d'abord le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. La centralité de notre République du bien commun doit être réaffirmée et confortée face à la montée des individualismes.

Le chemin que nous emprunterons pour avancer est important, au même titre que le but. Oui, nous voulons que les choses changent, qu'elles changent vite. Que le progrès soit partagé par tous et non pour chacun, que ses retombées soient partagées par le plus grand nombre et non confisquées par quelques-uns. Nous voulons aussi que celles et ceux qui seront amenés à modifier leurs modes de transports, leur alimentation, leurs modes de production, leurs méthodes de travail, ne subissent plus et puissent agir sur les mutations de notre société, en les associant à la définition des étapes nécessaires. Dans une période comme la nôtre, marquée par des changements rapides et profonds, **la demande de protection est aussi légitime que la demande de solutions**. Nous devons satisfaire et l'une et l'autre, afin que personne ne soit assigné à résidence.

Nous le savons, sur bien des sujets, la Région a la capacité de changer le cours des choses, si elle se dote d'un projet collectif, positif et juste. Nous le savons car **c'est ce que nous avons commencé à faire depuis près de quatre ans et c'est ce que nous voulons renforcer à travers une série d'actions prioritaires dès demain jusqu'à l'horizon 2040 (voir annexes)**. Cette feuille de route pour l'Occitanie s'organise autour de deux axes qui portent nos objectifs fondamentaux : un modèle de développement durable et de justice sociale comme objectif ; la citoyenneté active et l'honnêteté comme méthode.

II. UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT, DURABLE ET DE JUSTICE SOCIALE

Le changement de modèle de développement, d'abord, car il est la clé de tout : non seulement il est souhaitable, mais il s'impose aujourd'hui face aux injustices sociales et aux effets de la crise écologique qui se font sentir dans tous les aspects de notre vie. Notre modèle doit être revisité en profondeur dans un contexte de réchauffement climatique, de ressources limitées et à partager, de disparition de nombreuses espèces animales et végétales, de qualité de l'eau à préserver.

a) Un modèle de développement juste

Nos concitoyen.ne.s n'acceptent plus les mécanismes d'une économie dérégulée qui débouchent sur un creusement sans cesse plus important des inégalités de revenus et de patrimoine ; sur la concentration des investissements et des richesses sur quelques très grandes villes, réputées « mondialisées », au détriment de l'immense majorité des territoires. Ils ont raison.

Il n'est pas acceptable que 9% seulement des élèves des quatre plus grandes écoles françaises soient issus de familles dites modestes. Ils étaient 29% en 1950. Pas plus que de voir le nombre de foyers fiscaux immatriculés à l'étranger, pour fuir leur devoir civique et de solidarité, multiplié par 2 entre 1985 et maintenant.

Il n'est pas sain non plus, ni même soutenable à moyen et long terme, que la moitié du PIB français soit aujourd'hui réalisé par les 14 premières métropoles. Nous devons repenser cette échelle de valeur, tant elle ne donne pas toujours à voir l'injustice de notre économie.

Notre objectif de long terme, c'est au contraire un modèle de développement fondé sur **la réduction des inégalités et le rééquilibrage territorial**. Il s'agit de lutter contre les déterminismes sociaux pour donner à chacun-e les mêmes chances de réussir, quelles que



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

soient ses origines familiales ou territoriales.

En Occitanie, nous nous y employons à travers de nombreux choix politiques : une rentrée scolaire qui permet en moyenne aux familles 400 € d'économies (carte jeune, ordinateur offert...), une priorité pour l'accès à l'emploi des jeunes (stages, formation, apprentissage, enseignement supérieur), un soutien fort aux associations (culturelles, sportives, éducation populaire...), le plan régional en faveur de l'économie sociale et solidaire (l'innovation en la matière est exemplaire), l'accompagnement des centres et maisons de santé ou encore des aides ciblées sur les territoires les plus en difficulté (territoires ruraux, quartiers prioritaires de la politique de la ville, communes sinistrées par les catastrophes naturelles, etc.). Nous irons plus loin avec le développement des formations supérieures dans les villes moyennes et en favorisant l'accès à des services publics de qualité dans tous les territoires.

Notre politique ambitieuse en matière de transports du quotidien est également un volet important pour traduire concrètement cette volonté auprès de nos concitoyens : sauvegarde des lignes ferroviaires de desserte fine des territoires, augmentation des fréquences sur les axes stratégiques, maillage efficace du territoire trains/bus grâce à la création du service public Occitanie transports – liO, transports scolaires gratuits d'ici la rentrée 2021. Nous voulons, à travers ces mesures de justice sociale, **recréer du lien entre les hommes et les femmes, entre les territoires.**

Nous avons l'ambition d'aller plus loin, de retrouver le chemin du progrès : la solidarité, le collectif, la mise en commun doivent retrouver la primeur sur l'individualisme, l'égoïsme, le chacun pour soi. Nous devons faire en sorte de remettre en route la réduction des inégalités, de remettre l'ascenseur social dans le sens de la montée, de permettre à chacun.e de prendre en charge son avenir.

Notre combat contre les inégalités rejoint ainsi celui que nous menons au quotidien en faveur du travail, plongé dans « le grand paradoxe de l'Occitanie » que décrivent les économistes : ici la croissance de notre population active est telle que nos entreprises créent des emplois bien plus qu'ailleurs, mais pas encore suffisamment pour que le chômage baisse plus rapidement. L'attractivité, la création de richesses de notre belle région ne faibliront pas d'ici 2040, donc nous continuerons à aider les entreprises qui sauvegardent ou créent plus et mieux d'emplois, les startups à innover, les porteurs de projet à concrétiser leurs idées.

La Région s'inscrit pleinement dans l'ambition européenne dont elle est actrice au quotidien, en tant que gestionnaire des fonds européens : faire vivre l'Europe, cela se passe autant ici en Occitanie qu'à Bruxelles. Dans cette Europe et au-delà, nous sommes collectivement porteurs d'une culture méditerranéenne, ouverte sur le monde, que nous voulons faire rayonner dans tous les domaines, aussi bien environnemental qu'économique, culturel que sportif, ou encore touristique.

b) Un modèle durable de développement

Il est urgent de sortir des logiques qui nous ont conduits à la crise climatique et écologique, pourtant annoncée depuis des décennies. Nous devons donner la priorité à des modèles économes en énergie et en déplacements : c'est ainsi repenser l'organisation spatiale de nos activités, la métropolisation, la situation des services, commerces, santé ou encore lieu de travail. Il faut désormais s'appuyer sur les données incontestables des scientifiques et sur la prise de conscience grandissante pour amplifier et prioriser nos politiques publiques capables de **bâtir un environnement économique soutenable pour la planète.**

En Occitanie, nous avons initié ce changement. Nous nous sommes fixé l'objectif fort d'être



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

la 1^{ère} région à énergie positive d'Europe et de reconquérir réellement notre biodiversité. Pour cela, nous nous sommes donné les moyens d'y parvenir à travers une stratégie claire et des actions structurantes : une stratégie régionale pour la biodiversité ambitieuse, l'organisation de nouvelles filières industrielles en matière d'énergies renouvelables (EnR) comme l'éolien en mer et l'hydrogène ; la rénovation des logements (éco-chèque logement) qui est un levier de lutte contre les précarités énergétiques et sociales.

Nous avons co-élaboré avec les habitants de la région un Pacte pour une alimentation durable, afin de concilier les attentes et contraintes des consommateurs, des producteurs agricoles et des distributeurs. Nous devons bâtir un nouveau modèle maîtrisant le gaspillage alimentaire, privilégiant une approche raisonnée des conditions de production et prenant en compte la souffrance animale, visant à une alimentation de qualité accessible à tous : l'alimentation est au cœur des enjeux de ce changement de modèle de développement, parce que dans ce domaine plus que dans tout autre, les ménages les plus modestes ne doivent pas être exclus de cette nécessaire transition.

Nous devons inscrire, comme priorités, la diversification des productions agricoles pour répondre à l'approvisionnement en restauration collective, la construction d'une filière du produit agricole au produit alimentaire, ou encore l'incitation à la pratique de l'agriculture biologique sur les zones et bassins versants pour protéger la ressource en eau potable.

La Région met également en route une démarche ambitieuse de maîtrise du foncier pour réussir l'objectif de zéro artificialisation nette des sols à l'échelle régionale. Un « plan arbres » est en cours de déploiement pour apporter la contribution, à l'échelle des moyens et des compétences d'une Région, à la lutte contre les effets avérés du changement climatique. Nous nous donnons également les moyens de conforter notre place de 1^{ère} région en matière d'agriculture biologique (en surfaces converties), de développer les mobilités douces (éco-chèque mobilités, ferroutage), de promouvoir le développement de l'économie sociale et solidaire, etc.

Notre feuille de route prévoira de conforter ces actions et de les amplifier à travers un fort investissement sur les transports collectifs et les mobilités de demain, dont l'expérimentation du train à hydrogène, par exemple.

Nous aurons par ailleurs à **promouvoir des changements importants dans nos méthodes de production** et dans les activités économiques à soutenir, pour privilégier ceux qui sont utiles à nos concitoyen.ne.s et compatibles avec la sobriété et le respect de notre environnement. Nous le ferons **en accompagnant, en protégeant et en impliquant les acteurs économiques concernés**, qui le plus souvent sont demandeurs de ces changements si des mécanismes de transition leur sont proposés. C'est ainsi que nous irons vers un nouveau modèle agricole, à construire avec les acteurs du secteur. Nous devons également tendre vers un véritable changement d'échelle pour l'économie circulaire et donner la priorité aux métiers de l'économie durable (la rénovation et la construction durable, le fret ferroviaire, la santé, les services aux personnes, l'éco-tourisme, l'intelligence artificielle, etc.).

III. LA CITOYENNETE ACTIVE ET L'HONNETETE COMME METHODE

Conduire un changement de modèle de développement est exigeant. Cela suppose de nous, élu.e.s, la volonté et la capacité d'être au plus près des aspirations de nos concitoyens, en premier lieu dans nos modes d'action.

a) La citoyenneté active au cœur de la République des



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

Territoires

C'est ce que nous avons engagé depuis trois ans. La création d'une nouvelle collectivité, la Région Occitanie, supposait de redéfinir toutes les politiques régionales précédentes, pour les adapter à une nouvelle échelle territoriale, aux nouvelles solidarités et aux nouvelles ambitions qu'elle nous ouvre. Nous avons fait le choix de **prendre le temps de définir nos politiques en y associant systématiquement celles et ceux à qui elles sont utiles**, qui en bénéficient ou qui les font vivre au quotidien, en travaillant à les harmoniser par le haut. Car nous croyons en l'intelligence collective et la co-construction et refusons la radicalité des postures tout en restant fermes dans nos convictions.

Depuis le nom de notre région jusqu'au développement des transports ferroviaires publics, en passant par l'alimentation, la formation, les aides économiques, le tourisme, le soutien à la culture et aux activités sportives et de loisirs, plus d'un million de participations ont été enregistrées venant des habitants de la région. Nous avons initié sur ces principes une démarche « lycée du futur ». On l'a dit, nous avons conduit une démarche inédite en France pour faire participer nos concitoyen.ne.s à la définition d'un pacte régional pour l'alimentation qui guide désormais nos politiques dans de nombreux domaines. La Région propose également de plus en plus aux citoyen.ne.s de s'engager dans des projets qu'elle finance à travers des budgets participatifs, notamment en matière de transition écologique et de développement durable.

Pour organiser cette approche innovante de l'action publique, nous avons élaboré et adopté une Charte de la citoyenneté active dont chacun.e peut se saisir. Nous avons mis en place une plateforme numérique (laregioncitoyenne.fr) à travers laquelle **nous expérimentons de nouveaux outils de citoyenneté**. Nous le faisons sans relâcher l'effort pour développer la proximité et le contact humain, comme nous l'avons démontré à travers l'opération « la Région est à vous » et le déploiement des « Maisons de ma Région » dans tous les départements.

Ce réseau de Maisons est la vitrine d'une ambition plus large : **construire la République des territoires** dont notre pays a besoin, en rendant accessible notre collectivité à toutes et à tous au travers de ces espaces de service public.

En matière de gouvernance politique, rien ne correspond plus aux principes de l'innovation et de proximité que la décentralisation. **La décentralisation, c'est écouter les territoires, agir avec eux**, bâtir à partir de leurs identités et de leurs besoins, libérer leur créativité et leurs énergies. Ce n'est en aucun cas, au nom de l'austérité budgétaire, les asphyxier financièrement et les priver de leur libre-administration. Notre volonté est d'expérimenter et d'inventer, ici en Occitanie, les modèles qui permettront de rendre à nos territoires les moyens de contribuer à la réinvention de ce pays et de l'Europe, qu'ils ont aussi la capacité de revivifier en les rendant moins technocratiques et hors-sol.

Nous y travaillons depuis trois ans en proposant à tous les territoires de dialoguer ensemble au sein de la nouvelle Assemblée des Territoires que nous avons initiée. Tous y sont traités à égalité, métropoles et pôles ruraux. Cet objectif de co-construction est également au cœur des contrats que la Région a signés avec chacun des territoires d'Occitanie et qui organisent leur développement sur la base de leurs spécificités et de leurs choix. On le retrouve dans le plan Littoral 21, distingué au niveau national, et qui porte la reconquête de la fierté et du dynamisme de notre rivage méditerranéen mis en péril par le réchauffement climatique. Il inspire notre plan « Montagnes, terres de vie » car le désenclavement de nos deux massifs est une urgence en termes d'équité territoriale.

Notre objectif est bien, plus que jamais, d'innover, d'expérimenter et de se doter d'outils



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

efficaces pour co-construire la démocratie **locale et territoriale du XXIe siècle**.

b) L'honnêteté

Quand on s'engage en politique, c'est pour servir, pas pour se servir. C'est pour agir, pas pour faire carrière. Il y faut du dévouement, de la conviction, le contraire de l'opportunisme de celles et ceux qui renient leurs engagements. Ça a un nom, peut-être démodé : **avoir de l'honneur**. Pour nous, un.e élu.e doit être honorable. Ce qui suppose de respecter les lois. C'est bien la moindre des choses. Une infime minorité d'élu.e.s ont pourtant, par leur comportement irresponsable, répandu le doute chez nos concitoyen.ne.s. La justice a raison de sanctionner fermement ces dérives exceptionnelles. Il est également urgent d'inscrire dans la loi un statut de l'élu.e qui permettra à chacun.e de concilier un mandat et une carrière professionnelle.

Par nos comportements, nous nous engageons, au jour le jour, à rendre la confiance que les Français accordent toujours à leurs élu.e.s locaux. C'est une exigence autant qu'une nécessité. Nous avons ainsi mis en place un système d'indemnités lié à l'assiduité des conseillers régionaux (réduction proportionnelle aux absences) et la transparence quant aux moyens financiers et techniques dont disposent les élu.e.s (déclaration publique annuelle de transparence financière).

Mais être honorables, c'est bien plus que cela. C'est refuser les petits arrangements, c'est être exemplaires, c'est rester des élu.e.s de proximité qui n'abandonnent aucun pan de la population ni du territoire. Ainsi, des comptes rendus de mandat décentralisés sont organisés. C'est respecter la parole donnée.

C'est également notre attachement à notre République laïque que nous défendons fermement et dont nous dénonçons l'instrumentalisation par celles et ceux qui voudraient exclure de notre société nos concitoyen.ne.s en fonction de leur culture ou de leur religion. C'est notre combat contre toutes les formes de discriminations. Voilà les valeurs que nous portons depuis trois ans, que nous continuons à promouvoir, qui fondent notre engagement. Cette éthique, nous la réaffirmons comme indispensable, non négociable.

CONCLUSION

Chaque jour accélère l'urgence à laquelle nous sommes confrontés : crise sociale, environnementale, écologique et climatique, politique et économique, qui s'exacerbe et qui menace les fondements mêmes de notre société. Face à cela, c'est bien un **changement global de modèle de développement que nous devons construire**. Nous avons la conviction que nous ne pouvons pas nous contenter de mesures correctives.

Il n'est plus question de différer la remise en cause de nos modes de vie, de la façon dont nous nous déplaçons, de la façon dont nous nous alimentons, de la façon dont nous travaillons et produisons, de la façon dont nous consommons les ressources de notre planète, les biens communs d'aujourd'hui et ceux des générations futures. Elle doit être la base des politiques de progrès social et écologique à reconstruire. En effet, nous devons le faire en protégeant et en accompagnant celles et ceux de nos concitoyen.ne.s qui seront les plus impacté.e.s par ces changements, en associant les habitants de notre Région à la mise en œuvre de ce projet de société.

En adoptant notre feuille de route pour l'Occitanie de 2040, nous confirmons donc le cap de ce changement de modèle de développement que nous avons amorcé depuis plus de trois ans et que nous voulons amplifier dans tous les territoires pour répondre aux attentes profondes de nos concitoyen.ne.s. **Nous voulons retisser le lien** entre les territoires et



Assemblée Plénière du 19 décembre 2019

Rapport N°2019/AP-DEC/04

entre les femmes et hommes qui les habitent et les font vivre, rendre à toutes et à tous la confiance dans notre avenir commun, la fierté de partager une histoire, des valeurs et des cultures méditerranéenne, occitane et catalane, mêlées et enrichies par d'autres apports au fil des siècles. Parce que notre passion, c'est l'Occitanie !

La Région Occitanie, au sein de notre République française, une et indivisible, garde un objectif clair : c'est autour d'un projet de société que nous travaillons à rassembler l'ensemble des habitant.e.s de notre territoire. Quand on s'accorde sur le but, il est plus facile de trouver un chemin, de garder **le cap de l'invention d'un modèle de développement propre à notre région**, pour répondre efficacement à l'urgence sociale et écologique.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer de délibérer sur le projet suivant :